



**EELV GL de Pantin,  
EELV GL de Aubervilliers,  
EELV GL de Paris 19  
Communiqué de Presse,**

Pantin le 24 Septembre 2021,

Le groupe local EELV de Pantin apprend ce jour avec effarement, par voie de presse, que le Ministre de l'Intérieur, M. Gérard Darmanin, et le Préfet de Police de Paris ont procédé ce vendredi matin à l'évacuation d'une centaine de consommateurs de crack du Jardin d'Eole et de la Place de Stalingrad à Paris, pour les conduire vers la place Auguste Baron, entre les villes de Pantin et d'Aubervilliers.

Dans le communiqué de presse du Préfet de Police de Paris, ci-après en PJ nous pouvons lire:

***“un secteur sans riverain aux abords immédiats”***

Ce quartier populaire de notre territoire est loin d'être vide d'habitants, c'est même l'un des quartiers où la densité de population est très importante, l'un des plus pauvres de France de plus, la place Baron est située à proximité de deux écoles dans lesquelles sont scolarisés plus de 850 enfants.

***“La Police serait inactive face à la situation (.. des riverains..) dont la solution est avant tout sociale et médicale”***

C'est sans concertation avec les élu-e-s locaux des villes de Paris, de Pantin et d'Aubervilliers, que les pouvoirs publics ont agi dans le mépris des riverains et des consommateurs de crack.

C'est une volonté désordonnée et revancharde de basculer les problématiques sociétales, sociales et médicales vers des territoires dont les habitants sont, hélas, considérés comme des citoyens de seconde zone. Le Ministre de l'Intérieur et le Préfet de Police de Paris viennent d'en faire la démonstration.

Que croire des annonces du Premier Ministre lors de son passage à Bobigny le 21 septembre dernier, lorsqu'il affirme “qu'aucun gouvernement n'a jamais

---

autant agi pour la Seine-Saint-Denis” ?

Le groupe local EELV de PANTIN et d'AUBERVILLIERS, dans une indignation la plus totale, s'oppose fortement à cette installation dans ces conditions, et se joint à la demande du Maire de Pantin, d'une réaction urgente de la part du Premier Ministre.

Nous ré-affirmons que la seule réponse viable à cette situation, est une approche concertée et partagée, basée sur une prise en charge médicale et sociale des consommateurs de cracks.

Voir <https://www.mieuxagircontrolecrack.fr/>

**Groupe local d'EELV PANTIN ,**  
**Groupe local d'EELV AUBERVILLIERS,**  
**Groupe local d'EELV PARIS 19,**

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 21 septembre 2021

Le préfet de police a pris connaissance avec étonnement des critiques publiques de la maire de Paris à son endroit, et à celui du ministre de l'Intérieur, sur la situation autour du Jardin d'Éole.

Il rappelle que c'est la maire de Paris et elle seule qui a décidé de fermer aux toxicomanes le jardin d'Éole sans lieu alternatif, les installant ainsi rues Riquet et d'Aubervilliers, et cela malgré son avis défavorable. Ce sont ses agents qui interdisent aux toxicomanes l'entrée du parc et qui créent le point de fixation dans ces rues étroites et densément habitées, à proximité d'écoles.

Le préfet de police avait fait savoir dès la fin juin dans des courriers et devant le Conseil de Paris, que cette situation était intenable, et appelé la maire à organiser avec lui une évacuation des toxicomanes au voisinage de la place Auguste Baron, porte de la Villette. Il y a urgence à le faire à cet endroit ou à tout autre que la maire proposerait, la situation ne pouvant rester en l'état.

Devant cette situation créée par la Ville de Paris, et qui crée un contexte difficile pour l'intervention des forces de l'ordre, les moyens dédiés et les instructions données par les forces de l'ordre sont de continuer à contrôler et interpellé sans relâche les auteurs de délits.

Le secteur de Stalingrad et d'Éole continue plus que jamais de faire l'objet d'une action policière très soutenue conformément aux directives données par le ministre de l'Intérieur, pour lutter à la fois contre le trafic de crack et sa consommation. Des renforts ont été attribués pour cela par le ministre à la préfecture de police.

Les fournisseurs de crack s'approvisionnant auprès de passeurs transportant de la cocaïne depuis la Guyane ou les Antilles, les services de la préfecture de police mènent une action déterminante sur les réseaux d'importation de cocaïne. Cette année, 20 affaires de passeurs ont été réalisées, impliquant 26 mis en cause. 18.5 kilogrammes de cocaïne étaient saisis.

Depuis le début de l'année, 8 "cuisines" de crack alimentant les réseaux de vendeurs à Stalingrad ont été démantelées.

---

A titre d'illustration, le 30 août, une transaction était observée dans l'enceinte des jardins d'Éole (18ème), qui a conduit à l'interpellation d'un dealer régulier, dans le domicile duquel ont été trouvés quinze cailloux de crack, la somme de 7360,70 € et de matériel de conditionnement.

Il y a six jours, une nouvelle « cuisine » était démantelée par les enquêteurs de la brigade des réseaux ferroviaires après l'observation d'une transaction de crack dans la station Riquet, un vendeur et fournisseur ont été interpellés.

Au total, dans ce secteur, 88 personnes ont été interpellées dont 79 présentées à la justice, Ces chiffres sont en forte hausse par rapport à 2020 et considérables au regard de la population qui stagne, de cent à deux cents personnes.

Il n'est donc pas acceptable de dire que la police serait inactive face à une situation dont la solution est avant tout sociale et médicale, constat fait collectivement lors du dernier Conseil de Paris. Le préfet de police remarque qu'il n'a pas été destinataire à ce stade des différents projets d'ouverture de lieux d'accueil pour les toxicomanes que la mairie préconise.

Le préfet de police convient de la difficulté de la situation présente et du fait qu'une évacuation de la rue Riquet n'est pas une solution définitive. Pour autant, devant les risques pour les riverains, il tend à nouveau la main aux autorités municipales pour le faire ensemble dans l'intérêt de toutes et tous.

